

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

9 JUIN 1976.

PROJET DE LOI apportant des modifications à la législation électorale.

I. — AMENDEMENT
PRESENTE PAR M. MOOCK
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 4.

Insérer un 1°bis libellé comme suit :

« 1°bis. Ceux qui sont frappés de la déchéance paternelle. L'incapacité électorale prend fin dès que les intéressés sont relevés de cette déchéance ».

A. MOOCK.

II. — AMENDEMENTS
PRESENTES PAR M. GELDOLF
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Art. 9.

1. — Compléter l'article 16 de cet article par un second alinéa libellé comme suit :

« Un exemplaire de la liste dressée conformément à l'article 14 est mise à la disposition du public pour consultation ».

Voir :

842 (1975-1976) :

- N° 1 : Projet transmis par le Sénat.
- N° 2 à 13 : Amendements.
- N° 14 : Rapport.
- N° 15 à 18 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976.

9 JUNI 1976.

WETSONTWERP tot wijziging van de kieswetgeving.

I. — AMENDEMENT
VOORGESTELD DOOR DE HEER MOOCK
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Art. 4.

Een 1°bis invoegen, luidend als volgt :

« 1°bis. Zij die uit de ouderlijke macht ontzet zijn. De kiesonbekwaamheid houdt op zodra de ontzetting wordt opgeheven ».

II. — AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE HEER GELDOLF
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Art. 9.

1. — Artikel 16 van dit artikel aanvullen met een tweede lid, luidend als volgt :

« Een exemplaar van de lijst opgemaakt overeenkomstig artikel 14, wordt ter inzage van het publiek gelegd ».

Zie :

842 (1975-1976) :

- N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.
- N° 2 tot 13 : Amendementen.
- N° 14 : Verslag.
- N° 15 tot 18 : Amendementen.

2. — A l'article 17, premier alinéa, première ligne, remplacer les mots

« L'administration communale est tenue »
par les mots

« dans l'année précédant les élections ordinaires et dans les cas prévus à l'article 106, l'administration communale est tenue ».

JUSTIFICATION.

Conformément aux nouveaux articles 14, 15, 16 et 17 du Code électoral :

— il est imprimé chaque année et au 1^{er} avril une liste des électeurs; l'année des élections ordinaires sont inscrits également les citoyens qui atteindront l'âge de 21 ans le jour du vote (ou dont la suspension des droits électoraux aura pris fin avant ce jour) (art. 14);

— deux exemplaires des listes électorales sont envoyés le 1^{er} juin au plus tard aux commissaires d'arrondissement (le 20 avril de l'année des élections) (art. 15);

— chacun pourra obtenir au mois d'avril des renseignements concernant la question de savoir si lui ou une autre personne figure au registre électoral (art. 16);

— l'administration communale est obligée de délivrer à chaque personne qui en a fait la demande avant le 15 mars, des exemplaires des listes des électeurs (contre paiement d'une somme égale au prix coûtant mais aux partis politiques ils sont délivrés gratuitement, du moins les deux premiers exemplaires) (art. 17);

Quelle est l'utilité de « l'impression » des listes des électeurs au 1^{er} avril de chaque année? Au lieu des listes bisannuelles, il y aura donc des listes annuelles. En outre, ces listes n'ont aucune importance quant à l'octroi du droit de vote, excepté l'année des élections ordinaires.

La possibilité offerte par l'article 16 de permettre à chacun d'obtenir des informations, dans le courant du mois d'avril, concernant le fait si oui ou non il est inscrit au registre des électeurs (et qu'il peut, le cas échéant, introduire une réclamation) est suffisante. Lors des élections les listes sont imprimées le 1^{er} avril pour les élections provinciales et parlementaires et le 1^{er} août pour les élections communales, et des réclamations peuvent encore être introduites jusqu'à huit jours avant la date de ces élections (les lettres de convocation doivent être remises 15 jours avant cette date);

L'impression annuelle des listes au profit de toute personne qui en a introduit la demande, fait doubler les dépenses à charge des administrations communales. Les listes ne servent à rien, sinon comme listes d'adresses pour les firmes privées.

3. — Compléter comme suit l'article 25 :

« Il est loisible au collège des bourgmestre et échevins de constituer dans le collège échevinal et dans le conseil communal des sections de trois membres au moins, chargées de l'examen des réclamations électorales, en se conformant à la procédure prescrite par l'article 32.

» Des suppléants, pris dans le collège échevinal ou dans le conseil communal, sont désignés par le collège des bourgmestre et échevins pour remplacer, soit dans le collège, soit dans les sections, les titulaires empêchés.

» Il est attaché à chaque section un secrétaire choisi par le collège échevinal parmi les conseillers communaux ou parmi les employés de l'administration communale. »

JUSTIFICATION.

Le texte actuel prévoit qu'une réclamation peut être introduite à tout moment, de sorte que toute réclamation doit être portée chaque fois devant le collège en séance publique.

Cette procédure est pratiquement inexécutable.

2. — In artikel 17, eerste lid, eerste regel, de woorden

« Het gemeentebestuur is verplicht »

vervangen door de woorden

« In het jaar van de gewone verkiezingen en in de gevallen voorzien bij artikel 106, is het gemeentebestuur verplicht ».

VERANTWOORDING.

Overeenkomstig de nieuwe artikelen 14, 15, 16 en 17 van het Kieswetboek :

— wordt elk jaar op 1 april een lijst van de kiezers afgedrukt in het jaar van de gewone verkiezingen worden er ook de burgers op ingeschreven die op de dag van de stemming de leeftijd van 21 jaar bereiken (of van wie de schorsing van het kiesrecht vóór die dag ten einde is) (art. 14);

— worden twee exemplaren van de kiezerslijsten uiterlijk op 1 juni aan de arrondissementscommissaris overgemaakt (20 april in het jaar der verkiezingen) (art. 15);

— kan iedereen elk jaar in april inlichtingen bekomen of zichzelf of een ander in het kiesregister voorkomt (art. 16);

— is het gemeentebestuur verplicht aan ieder die het vóór 15 maart heeft aangevraagd, exemplaren van de kiezerslijsten af te leveren (tegen betaling van de kostprijs, maar politieke partijen krijgen ze gratis, althans de eerste 2 exemplaren) (art. 17);

Welk nut heeft het « afdrukken » van de kiezerslijsten elk jaar op 1 april? In de plaats van tweejaarlijkse lijsten, zijn er nu dus jaarlijkse lijsten. Bovendien hebben die lijsten, het jaar van de gewone verkiezingen uitgezonderd, geen belang wat het toekennen van het stemrecht betreft.

De mogelijkheid door artikel 16 geboden dat elkeen in de maand april informatie kan winnen of hij op het kiezersregister voorkomt (en desgevallend bezwaar kan indienen) is voldoende. Bij de verkiezingen worden de lijsten afgedrukt op 1 april voor de Provincieraads- en Parlementsverkiezingen en op 1 augustus voor de gemeenteraadsverkiezingen en is er nog bezwaar mogelijk tot acht dagen ervoor (oproeppingsbrieven moeten vijftien dagen ervoor besteld zijn);

Het jaarlijks afdrukken van de lijsten ten behoeve van ieder die erom verzoekt verdubbelt de uitgaven voor de gemeentebesturen. De lijsten dienen tot niets tenzij als adreslijsten voor particuliere firma's.

3. — Artikel 25 aanvullen met wat volgt :

« Het college van burgemeester en schepenen kan in het college en in de gemeenteraad afdelingen van tenminste drie leden vormen, die de bezwaren inzake kiesrecht onderzoeken met inachtneming van de procedure, voorgeschreven in artikel 32.

» Het college van burgemeester en schepenen kiest uit zijn midden of uit de gemeenteraad plaatsvervangers om in het college of in de afdelingen de verhinderde titularissen te vervangen.

» Aan iedere afdeling wordt een secretaris verbonden, die het college aanwijst uit de gemeenteraadsleden of uit de gemeenteambtenaren. »

VERANTWOORDING.

De thans weerhouden tekst voorziet dat op elk ogenblik bezwaar kan worden ingediend zodat elk bezwaar telkens voor het college moet worden gebracht in openbare vergadering.

Dit is praktisch onuitvoerbaar.

Art. 19.

1. — Au § 12, première et deuxième lignes, remplacer les mots

« Dans les quatre mois de la publication de la présente loi, les institutions »

par les mots

« Dans le courant du mois de mars de l'année des élections ordinaires et dans les cas prévus à l'article 106, les institutions ».

2. — Au même § 12, supprimer la dernière phrase.

3. — Remplacer le § 13 par ce qui suit :

« § 13. Dans l'année des élections ordinaires et dans les cas prévus à l'article 106, le collège, sur la base des listes d'électeurs imprimées au 1^{er} avril, dresse la liste des électeurs qui pourraient être désignés en tant qu'assesseurs conformément au § 9 (à raison de 12 personnes par section de vote) et en avertit les personnes intéressées. »

JUSTIFICATION.

Conformément à l'article 95 (nouveau) du Code électoral, les assesseurs sont, douze jours au moins avant l'élection, désignés par le président du bureau de vote parmi les électeurs les moins âgés ayant, le jour de l'élection, au moins 40 ans (et sachant lire et écrire) (§ 9).

Lorsqu'il n'y a pas d'élections, l'établissement de ces listes est dénuée de tout intérêt. D'ailleurs, en cas de changement de résidence, l'intéressé est inscrit au registre des électeurs de sa nouvelle commune après y avoir résidé pendant six mois. Ces listes comprendraient dès lors des personnes n'appartenant plus à la commune !

Dans cette optique la communication annuelle des modifications intervenues, prévue au § 12, est également dénuée de tout intérêt.

L'envoi d'une liste tous les 4 ans est beaucoup plus simple et plus pratique.

La méthode proposée impose aux institutions et aux administrations communales un travail supplémentaire superflu lorsqu'il n'y a pas d'élections.

Art. 50.

Compléter le § 1^{er} par un 5^o, libellé comme suit :

« 5^o l'électeur qui ne peut, en raison de ses convictions religieuses, accomplir d'actes le jour du vote

» Ce fait est confirmé par la communauté religieuse à laquelle appartient l'intéressé. »

JUSTIFICATION.

Le fait de ne pas remplir l'obligation de vote à cause de la confession religieuse a été admis comme excuse par les juges de paix (p. ex. pour la religion juive, la fête des Tabernacles, célébrée au début du mois d'octobre, peut coïncider avec la date des élections communales).

L'article 147bis, tel qu'il est complété, permet à ces électeurs d'émettre néanmoins leur vote s'ils le désirent.

Art. 19.

1. — In § 12, eerste en tweede regel, de woorden

« Binnen vier maanden na de bekendmaking van deze wet zenden de instellingen ».

vervangen door de woorden

« In de loop van de maand maart van het jaar der gewone verkiezingen en in de gevallen voorzien bij artikel 106, zenden de instellingen ».

2. — In dezelfde § 12, de laatste volzin weglaten.

3. — Paragraaf 13 vervangen door wat volgt :

« § 13. In het jaar van de gewone verkiezingen en in de gevallen voorzien bij artikel 106 maakt het college aan de hand van de op 1 april afgedrukte kiezerslijsten, de lijst op van de kiezers die overeenkomstig § 9 kunnen aangewezen worden als bijzitter (tot beloop van 12 personen per stemafdeling) en verwittigt de betrokkenen. »

VERANTWOORDING.

Overeenkomstig het nieuwe artikel 95 van het Kieswetboek worden de bijzitters aangeduid door de voorzitter van het stembureau ten minste 12 dagen vóór de verkiezingen uit de jongste kiezers die op de dag van de stemming ten minste 40 jaar oud zijn (en kunnen lezen en schrijven) (§ 9).

Wanneer er geen verkiezingen zijn, heeft het opmaken van die lijsten geen enkele zin. Trouwens bij verblijfsverandering wordt men na zes maanden woonst in de nieuwe gemeente aldaar op het kiezersregister ingeschreven. Op die lijsten zouden dus personen voorkomen die niet meer tot de kiezers van de gemeente behoren !

In die optiek gezien heeft ook het jaarlijks doorspelen van wijzigingen zoals voorzien bij § 12 geen enkele zin.

Het toezenden van een lijst, om de 4 jaar, is veel eenvoudiger en meer praktisch.

De werkwijze die thans voorzien is, vraagt én van de instellingen én van de gemeentebesturen bijkomend werk dat overbodig is, als er geen verkiezingen zijn.

Art. 50.

Paragraaf 1 aanvullen met een 5^o, luidend als volgt :

« 5^o de kiezer die de dag van de stemming uit oorzaak van zijn geloofsovertuiging geen daden mag stellen.

» Dit feit wordt bevestigd door het geloofsgenootschap waartoe de betrokkene behoort. »

VERANTWOORDING.

Het niet vervullen van de stemplicht, uit oorzaak van de geloofsbelijdenis, wordt als verontschuldiging aanvaard door de vrederechters (vb. Israëlitische godsdienst; het Loofhutenfeest, begin oktober gevierd, kan op de dag van de stemming voor de gemeenteraad vallen).

De aanvulling van artikel 147bis biedt aan die kiezers de mogelijkheid toch hun stem uit te brengen als zij dit wensen.

W. GELDOLF.